Publication de la  société slave de Paris.

LA POLOGNE

JOURNAL SLAVE DE PARIS,

ORGANE DES INTÉRÊTS FÉDÉRAUX

DES PEUPLES DE L'EUROPE ORIENTALE,

PARAISSANT TOUS LES DIMANCHES.

Prix de chaque numéro isolé. . . 10 c.

Pour Paris :

Trois mois.	1 fr. 25
Six mois.	2 50
Un an.	5 »

Pour la province et l'étranger :

Trois mois.	2 fr. 50 c.
Six mois.	5
Un an.	10

On s'abonne à la librairie de Blosse, passage du Commerce, 7, à Paris.

La Pologne s'envoie en échange de tout journal en langues slaves, française ou autres, aussitôt que la demande en est faite.

N. B. Les articles de correspondance, les demandes d'abonnement, les lettres pour la Société slave, et toutes les réclamations quelconques adressés à la Rédaction du journal, doivent être envoyés *franco* au Directeur-Gérant, Cyprien ROBERT, passage du Commerce, 7, près de l'École de Médecine, à Paris.

5e Année. — Numéro 4. — 27 Janvier 1850.

Progrès du slavisme en Autriche.

Le parti allemand en Autriche est consterné. Toutes ses mesures de centralisation échouent, et le ministère est obligé de les révoquer l'une après l'autre. En voyant un conservateur aussi décidé que l'est Palacky, aller jusqu'à nier la possibilité d'une diète centrale, et réclamer hautement dans son dernier écrit une *Eptarchie* de nationalités, le parti fédéraliste, quelque temps abattu, a retrouvé enfin sa première énergie. Une association d'états tous égaux est la seule combinaison qui ait chance de prolonger l'existence de cet empire. On accorderait même au parti slave une nouvelle diète centrale, à la façon de celle de Kremsier, qu'il ne s'en contenterait plus; il lui faut décidément la décentralisation, et l'autonomie absolue des nationalités.

Ce qui prouve à quel point la centralisation tant pronée à Vienne est une fable, ce sont toutes ces mesures exceptionelles dont est remplie la nouvelle organisation des provinces et des communes; c'est le maintien de l'état de siége et des frontières militaires en Hongrie; ce sont tous ces journaux qu'on interdit dans une ville, et qui s'en vont à quelques milles de là continuer de paraître dans une autre localité : témoin la *Presse* qui, suspendue à Vienne, a transféré son personnel et sa propagande à Brunn, d'où elle continue d'*empoisonner* l'esprit public dans une moitié de la monarchie, tandis que dans l'autre moitié sa lecture est prohibée sous les peines les plus graves.

Ce que les Slaves pensent du système actuel et de son inévitable chûte, se voit clairement par leurs journaux. Nous lisons dans l'un d'eux, dans le *Slavenski iug* : « La centralisation prétend faire de Vienne la tête allemande de la monarchie; mais on peut dire de cette tête : *piscis a capite fœtet*. Les Allemands voudraient bien rester seuls au gouvernail, tout en promettant aux autres peuples de les égaler à eux. Mais le corbeau n'arrache pas les yeux à un corbeau; ni le Teuton sa proie à un Teuton. — Les Allemands nous imposent à nous tous leur langue comme langue diplomatique : or l'expérience prouve quelle prépondérance morale une langue acquiert en devenant diplomatique. Quiconque a les moindres rapports avec le gouvernement, se hâte d'apprendre la langue officielle. Une langue officielle devient rapidement la langue de toutes les classes élevées de la société, et peu à peu elle se glisse jusque dans les chaumières. La langue officielle, en s'imposant aux publications littéraires, décuple leurs chances de succès. Aussi devient-elle en peu de temps la langue des écrivains, et par eux la langue des idées qui mènent au pouvoir... »

« C'est pourquoi nous répondons aux prétentions des Allemands, en leur disant : Votre langue est devenue forcément diplomatique par toute l'Autriche; elle a étendu partout votre littérature; elle nous menace d'une germanisation complète. Nous devons donc élever contre elle une barrière d'autant plus haute, que nous vous voyons courtiser plus coquettement l'Allemagne, et que vous vous obstinez davantage dans votre rêve d'élever sur nos ruines votre pangermanisme... Nous avons le droit et la volonté de restreindre votre langue aux limites naturelles de votre *kronland* à vous, et de l'empêcher à tout prix de s'installer dans les nôtres... S'il leur faut absolument une langue diplomatique, les nations de l'Autriche sauront s'en choisir une qui ne sera pas l'allemand. C'est justement parce que cette langue est la plus répandue en Autriche que nous protestons contre sa domination. Loin de souffrir tranquillement qu'elle s'é-

tende encore, nous voulons l'extirper de tous les lieux où elle exerce une prépondérance usurpée; car nous voulons que notre Autriche soit l'Autriche et jamais la Germanie. Nous y voulons voir chaque peuple, dans ses divers *kronlands*, prendre son idiôme national pour idiôme officiel; et s'ils ne peuvent convenir d'une langue qui leur soit commune, alors que tous ces peuples débattent entre eux leurs affaires à l'aide d'interprètes de leur choix. C'est aux Allemands à profiter de la leçon que viennent de leur donner les Maghyars. Ceux-là aussi voulaient imposer leur langue à tous leurs voisins; et ils ont provoqué contre eux une tempête qui les a engloutis, plus complétement même que ne le souhaitaient leurs rivaux. »

Est-il possible de déclarer plus clairement la guerre au germanisme? Et quand de telles paroles s'impriment sans que le cabinet ose en citer les auteurs devant les tribunaux, n'a-t-on pas droit de s'attendre à un prochain revirement de situation en Autriche, et par contre-coup dans toute l'Europe orientale?

L'Emprunt russe en Angleterre.

Quoique nous regrettions vivement que l'emprunt russe n'ait pas rencontré en Angleterre de plus forts adversaires que les membres du *Congrès de la paix*, nous croyons cependant devoir déposer ici, comme document historique, les actes de la manifestation faite à ce sujet par les *freytraders* anglais.

C'est le 18 janvier dernier qu'a eu lieu, à la *Taverne de Londres*, le fameux meeting convoqué par les membres du congrès de la paix, pour débattre devant les capitalistes d'Angleterre la question de l'emprunt russe La grande salle, les galeries et les escaliers même étaient surchargés de spectateurs, parmi lesquels on comptait bon nombre d'étrangers, et surtout, ajoute-on, de sujets russes. Le président, Charles Gilpin, ayant ouvert la séance, le secrétaire a donné lecture d'une lettre du célèbre lord Dudley-Stuart exprimant les plus vifs regrets qu'une indisposition sévère l'empêchât d'assister à cette grande assemblée. Puis M. Richard Cobden, membre du parlement britannique, a pris la parole en ces termes :

« Le gouvernement russe demande à faire un emprunt de 5,500,000 livres sterling dans le but avoué d'achever le chemin de fer de Saint-Pétersbourg à Moscou; mais, en réalité, pour remplir le trésor impérial épuisé par les dépenses de la guerre de Hongrie.

« L'assemblée pense qu'en prêtant de l'argent à l'empereur de Russie pour un tel objet, elle sanctionnerait les actes de sanglante violence qu'il a commis en Hongrie, et lui fournirait par là même la tentation et les moyens de mettre à exécution ses plans nouveaux d'agression et de conquête.

« Le congrès de la paix et ses adhérents se félicitent que l'empereur ait été obligé, malgré lui, comme nous devons l'admettre par courtoisie (applaudissements et hilarité), d'apposer son nom à un document menteur, afin d'obtenir des fonds dans ce pays. Je sais que ce document est une imposture (applaudissements), et chacun en reste convaincu, même à Saint-Pétersbourg. (Applaudissements.) Mais j'accepte ce mensonge comme l'hommage le plus complet que le tsar ait pu rendre au pouvoir moral du parti de la paix dans ce pays. J'ai visité Saint-Pétersbourg il y a deux ans; à cette époque, les machines roulantes de ce chemin de fer étaient toutes livrées. Cent locomotives étaient là; j'ai même voyagé sur une partie de la ligne. Des milliers de wagons et de voitures étaient prêts. On assure qu'à cette heure les rails sont tous posés et payés. Ce sont les talus qui ne sont pas terminés. Mais en se rappelant l'amour du tsar pour la guerre et son indifférence pour le progrès à l'intérieur, je ne pense pas que ce chemin puisse être achevé avant dix ans (applaudissements et hilarité); car, jugeant par sa conduite passée, nous devons nous attendre qu'il dépensera son argent à mesure qu'il l'obtiendra, et qu'il préférera l'employer comme un grand enfant (hilarité) pour payer des soldats plutôt que pour subvenir à ces améliorations essentielles qui, seules, peuvent assurer le bonheur et la civilisation des empires Mais pourquoi m'appesantir sur cette question?

« Personne ne croit que l'argent serait employé à l'achèvement d'un chemin de fer. Tout le monde a la conviction du contraire (assentiment); il m'est facile de le démontrer aux Russes eux-mêmes par leur propre document. Ils ont besoin de cet argent dans six mois : Qui est-ce qui jamais a entendu parler de 5,500,000 livres sterling dépensés en six mois pour un chemin de fer (bruyants applaudissements)? Quelques-uns entre vous ont fait une malheureuse expérience des appels de fonds en fait de chemins de fer (mouvement et hilarité) : mais quelque fréquents qu'ils aient pu vous paraître, avez-vous jamais vu une administration poser des termes de paiement aussi rapprochés, aussi rapides que le sont ceux de l'empereur de Russie? 20 livres sont exigibles deux jours après l'adjudication ; 10 le 15 février, 10 le 15 mars, 10 le 15 avril, 10 le 15 mai, 10 le 15 juin, et le reste le 15 de juillet prochain. Que pensez-vous de ces appels de fonds à raison de 1,000,000 de livres sterling par mois pour un seul chemin de fer, surtout dans un pays où, jusqu'au mois de mars, aucun travail ne peut se faire sur le talus (applaudissements)? En conséquence, cet argent serait dépensé à faire des terrassements pendant les quatre mois de mars, d'avril, de juin et de juillet seulement (applaudissements et hilarité)? Je plains profondément ce tsar mendiant, qui est obligé de venir solliciter notre appui en nous apportant une telle fable. (Applaudissements.) N'est-ce pas humiliant (applaudissements et hilarité.)? Alors, après s'être prévalu de ce que cet argent lui était nécessaire pour l'achèvement d'un chemin de fer, après avoir commencé son oukase en disant ce qui n'était pas vrai—j'admets par courtoisie qu'il ne savait pas que ce fût un mensonge (applaudissements et hilarité), — il se résume enfin, dans le doute s'il serait cru ou non, au cinquième paragraphe, en promettant que le compte des sommes obtenues par cet emprunt sera tenu comme furent tenus les emprunts précédents levés pour le même chemin de fer, c'est-à-dire à part de toutes les autres branches du revenu et des dépenses de l'Etat. (Ecoutez!) Le tsar s'efforce ainsi de faciliter, même au plus scrupuleux quaker, la souscription à son emprunt (applaudissements et hilarité). Il vous dit que cet argent lui est non-seulement inutile pour la guerre ou pour payer ses soldats, mais qu'il est entièrement pour le chemin de fer : et comme preuve de sa véracité, il annonce qu'il en rendra compte. Tout ce que je sais, c'est qu'il n'a jamais rendu le moindre compte dans aucune transaction (Hilarité prolongée).

« On m'a accusé maintes fois de n'être pas d'accord avec mes principes sur le libre échange, en m'opposant à cet emprunt. On a dit : Pourquoi ne veut-il pas nous laisser prêter notre argent au taux le plus élevé possible? Pourquoi n'avoir pas de libre échange pour l'argent comme pour toute autre chose? Je ne m'oppose pas le moins du monde à ce que vous jettiez votre argent par la fenêtre, si cela vous fait plaisir; mais je réclame, comme libre échangiste dans un pays libre, le droit de parler devant une assemblée publique comme celle-ci, pour prémunir les imprudents contre les agents trompeurs qui essayent, dans cette Cité, de leur col-

loquer leurs mauvaises créances, afin de s'en débarrasser s'ils le peuvent, malgré mes avertissements. — Du reste, je ne me mêlerai pas de dicter leur conduite à ceux que je me borne à conseiller. J'aurai fait mon devoir en avertissant à temps; ceux qui n'auront pas suivi mon avis s'en repentiront peut-être bientôt; mais c'est leur affaire et non la mienne. (Mouvement).

« Un journal influent (le *Times*) m'a demandé ce matin si c'est pour cause d'immoralité ou de non-sécurité que je m'oppose à cet emprunt. Eh bien ! c'est pour l'un et l'autre de ces motifs. (Applaudissements.) Car, à mes yeux, tout ce qui est immoral est dangereux. (Bruyants applaudissements.) Mais, à part ces deux motifs inséparables, je crois de mon devoir, comme citoyen de ce pays et comme citoyen du monde, de dénoncer le caractère de cette transaction comme hostile aux plus chers intérêts de la société. (Mouvement.) Et d'abord, je traiterai la question au point de vue politico-économique, car on s'est imaginé que je suis faible sur ce terrain. (Applaudissements et hilarité.) Or, je saurai me placer sur le terrain le plus fort, en citant Adam Smith et les grandes autorités en fait d'économie politique, contre le principe même de ces emprunts. A quoi cet argent doit-il servir ? Il doit être gaspillé; il doit servir à solder les dépenses courantes d'armements ou celles de l'inique guerre qu'il vient de faire contre les Hongrois. Ce seront là autant de capitaux enlevés à l'Angleterre et absorbés pour effectuer la destruction d'un autre pays. En un mot, cet emprunt fera sortir de chez nous l'argent destiné à faire vivre nos travailleurs. Je soutiens que tout prêt fait à un gouvernement étranger, dans le but d'entretenir une grande armée ou de porter la guerre chez d'autres nations, est autant de capital gaspillé et détruit, dont la production utile se trouve privée tout autant que si cet argent, converti en marchandises et en denrées, était transporté au milieu de l'Atlantique et jeté à la mer. (Bruyants applaudissements.) Je ne m'inquiète pas si l'intérêt doit ou ne doit pas en être payé; car si l'intérêt en est payé par l'empereur de Russie, il ne le sera pas par ce que rapportera ce capital, mais il sera extorqué à l'industrie, aux labeurs des esclaves et à la misère des populations. Cet intérêt ne sera donc pas payé pour le prêt d'un capital qui aurait été employé improductivement ou jeté au fond de l'Océan; mais, ce qui est pis encore, il sera payé pour avoir aidé à entraver l'industrie, à dévaster des terres fertiles, à opprimer la liberté. (Vifs applaudissements.) Je suis donc ici comme économiste politique pour stigmatiser une transaction nuisible à toutes les classes de la société, des plus hautes aux plus basses, une transaction qui arrête l'activité, entrave l'industrie et retire de nos mains les sources mêmes d'un travail profitable. Par conséquent, je dis qu'elle doit porter atteinte plus ou moins à chacun, depuis nos ministres jusqu'au plus humble industriel, jusqu'au valet de ferme qui en dépend pour son salaire du jour. (Applaudissements.)

« Mais je suis ici à un autre titre encore : comme homme politique, comme membre de la société, comme contribuable. (Mouvement.) Je demanderai quel est le but de cet emprunt? Il est destiné à tenir sur pied une force armée considérable sous les ordres de l'empereur de Russie. Et quel en sera le résultat ? C'est que tous les autres pays en Europe seront obligés d'entretenir eux aussi un armement énorme et permanent. Que disent en effet les hommes d'Etat de France? Ils disent: Nous nous trouvons forcés d'entretenir une armée de 500,000 hommes, parce que la Russie en a 800,000. Et ici, en Angleterre, nous sommes habitués à entendre citer la position hostile de la Russie comme la raison unique pour laquelle nous avons une flotte aussi énorme. Je ne serais pas surpris si, dans la session prochaine, quand je proposerai de réduire notre marine, on m'objecte l'exemple même de la flotte russe comme motif de ne pas réduire la nôtre. (Assentiment.)

« Quelle a été la position récente de la Russie envers notre pays ? N'avons-nous pas gardé dans la Méditerranée une flotte considérable dont les dépenses ont pesé sur les contribuables de ce pays ? N'avons-nous pas envoyé une flotte aux Dardanelles, et n'entendons-nous pas constamment parler d'une collision probable entre la Russie et la Turquie. (Mouvement.) Un des principes de la politique reconnue de ce pays, c'est que nous devons défendre la Turquie contre toutes les puissances étrangères. Je ne m'occupe pas si ce principe est juste ou faux ; mais il existe. Ainsi, vous pouvez vous trouver appelés à équiper et à envoyer des flottes pour défendre la Turquie contre la Russie, qui alors vous combattra avec l'argent emprunté par l'entremise de MM. Baring. (Bruyans applaudissements.) Nous lisons dans l'histoire de Hollande qu'au siége d'une ville les négociants de cette cité vendirent du souffre à l'ennemi qui en fabriqua de la poudre à canon pour tirer sur la place. Quand nous lisons ceci, nous regardons les Hollandais comme des mercenaires, dépourvus de patriotisme et de dignité : et cependant je vous assure que l'Angleterre ne jouera pas un plus beau rôle aux yeux du monde et de l'histoire, si en 1850 il se trouve à Londres assez d'individus pour prêter à la Russie l'argent qui doit la mettre en état de persévérer dans la carrière de violence dans laquelle elle s'est engagée. (Bruyants applaudissements.) Je m'oppose donc à cet emprunt, d'abord pour des motifs tout à fait indépendants, soit de la moralité, soit de la sécurité du placement. Comme politique, comme citoyen, comme contribuable, j'ai, en commun avec vous, le droit de protester contre des transactions de ce genre, n'importe quand et par qui elles s'accomplissent. Mais je dénonce aussi la moralité de cet emprunt. Nous avons une doctrine étrange, à moitié exprimée, à moitié sous-entendue : c'est que l'on ne doit pas demander à un homme ce qu'il fait de son argent ; que l'on doit simplement demander combien l'emprunteur donnera pour cent; et si vous obtenez de lui 5 au lieu de 4 pour 100 assurés, c'est une raison suffisante pour sanctifier la transaction. (Profond mouvement.) Voilà une doctrine que j'entends mettre en avant au nom de mes concitoyens. Je puis dire cependant que l'empereur de Russie fait plus d'honneur à leur moralité. Il a eu honte de leur avouer hautement pour quel objet il empruntait. Son conseil lui a suggéré cette fable de chemin de fer, afin de faire avaler aux citadins de Londres cette pilule dorée. Il a mal jugé ses hommes : il les a estimés au-delà de leur mérite ; car, en reconnaissant que leur argent est destiné à amener d'autres résultats que ceux qui sont allégués, ils se justifient par ce motif qu'ils toucheront 5 pour 100 au lieu de 4. (Applaudissements.) Encore une fois à quoi cet emprunt servira-t-il? A payer les arriérés des frais de la guerre hongroise.

« Je n'ai pas l'habitude, aux assemblées politiques, de me vanter de mon propre discernement dans les faits déjà accomplis. Si je voulais me vanter, je rappellerais l'assertion que j'ai énoncée dans cette enceinte en juin ou juillet dernier, et qui m'attira tant de sarcasmes de mes amis et de mes ennemis. Je me sentirais un peu fier de voir ce tsar appauvri, réduit à venir réaliser toutes les prédictions faites par moi à cette époque. (Bruyants applaudissements.) Que sont devenus les 2,000,000 de livres sterling que le tsar, assurait-on, avait souscrits dans l'emprunt autrichien. (Mouvement.) Que sont devenues les 500,000 livres sterling qu'il devait avancer au pape? Où est passé ce demi-million qu'il offrait au grand-duc de Toscane? (Applaudissements et hilarité.) Il faut qu'il paye bien cher ses feuilles de l'Europe occidentale pour les faire mentir à ce point en sa faveur. (Grognements pour le *Times*.) Il faut qu'il les paye bien pour qu'elles subissent une telle réfutation faite par le tsar lui-même de tout ce qu'elles ont dit en sa faveur.

« Si j'avais été salarié pour vanter dans mes écrits les richesses, la puissance d'un homme qui, six mois plus tard, se trouverait forcé d'avoir recours aux citadins de Londres et d'apposer sa signature à un document aussi humiliant que l'est cet oukase, je sentirais que j'aurais le droit d'être extrêmement bien rémunéré pour la perte de mon honneur. (Hilarité.) Je répète ici ce que j'ai déjà bien des fois avancé, que la Russie, en matières de finances, a recours, pour se

maintenir, aux impostures politiques les plus gigantesques de l'Europe. Comme je l'ai déjà déclaré, les frais de la guerre de Hongrie n'ont pas été soldés : le gouvernement n'a pas même eu les moyens de payer le transport de ses automates vivants jusqu'aux confins de la Hongrie. Si l'on me demande comment il en est venu à bout, je répondrai qu'il avait envoyé des ordres à tous les propriétaires et fermiers établis sur les routes où devait passer l'armée, et où des masses de provisions, de fourrages et autres denrées devaient se trouver prêtes ; les commissaires les recevaient et en donnaient des reçus, lesquels étaient acceptables pour les impôts ultérieurs ; et quand le jour de la perception est arrivé, et que ces bons du trésor sont rentrés au lieu d'argent, alors, devenu incapable de continuer ses propres paiements, le trésor a dû émettre un grand nombre (on dit pour 5,000,000 de livres sterling) de bons nouveaux, accompagnés d'un oukase déclarant (car je l'ai lu moi-même) que ces billets étaient émis pour payer les dépenses de la guerre hongroise.

«J'arrive à mon objection principale contre ce placement, c'est que l'emprunteur est un souverain dont le trône s'élève sur les éléments les plus combustibles de toute l'Europe. (Mouvement.) Il n'est pas hors de propos, quand c'est un souverain qui vient demander publiquement de l'argent aux citadins de Londres, de dire un mot sur le sort probable de son empire. Le tsar est l'unique potentat qui règne aujourd'hui sur des esclaves blancs, — qui écrase orgueilleusement sous ses pieds 20,000,000 d'individus mâles, asservis à sa glèbe. Or, les idées de liberté sont en marche depuis des siècles de l'Ouest à l'Est, et l'esclavage et la féodalité ont disparu devant ce souffle de l'opinion, qui frappe en ce moment aux barrières de la Russie. Et croyez-vous que ces idées n'y pénétreront pas avec les chemins de fer, les bateaux à vapeur et les télégraphes électriques ? (Applaudissements.) Aucun homme raisonnable ne croira que ces millions de serfs peuvent préférer longtemps encore l'esclavage à la liberté ; qu'étant dix opprimés contre un oppresseur, ils ne feront pas en Russie ce qui a déjà eu lieu dans tout le reste de l'Europe. Quelle sécurité a-t-on donc pour le payement de cet emprunt, lorsque la Russie est à la veille d'une convulsion inévitable ? (Ecoutez, écoutez.) Que dira-t-il alors ce peuple russe à ceux qui, dans notre pays, auront prêté de l'argent à leur tyran afin de le mettre à même de prolonger ses tyrannies ? Je veux vous le dire : il repoussera la dette. (Grande hilarité.) Cette manière de prêter de l'argent aux États les plus barbares, est un moyen pour perpétuer l'esclavage. (Ecoutez.) En agissant ainsi, vous encouragez les despotes dans des prétentions dont ils se garderaient bien, s'ils dépendaient de leurs peuples en ce qui concerne leurs finances. Jetez un moment les regards sur l'histoire de votre propre pays, aux jours des Plantagenets par exemple : lorsque l'Angleterre acquérait ses libertés pas à pas, de quelle manière les gagna-t-elle ? Par les besoins et les embarras de ses rois. Car, en empruntant à ses sujets, le roi était obligé de mettre en gage les bijoux de sa couronne, et ensuite d'accorder des priviléges à son peuple. Telle fut la manière dont vos droits furent extorqués par nos ancêtres à leurs souverains. Eh bien, si vos rois s'étaient adressés à quelque Etat d'Italie, aux marchands de Venise par exemple, qui alors se trouvait, par rapport à l'Angleterre, dans la position où se trouve maintenant l'Angleterre vis-à-vis de la Russie, et s'ils en avaient obtenu de l'argent sans aucun compte à rendre à leur propre peuple, où seraient-elles aujourd'hui les libertés de l'Angleterre ? (Applaudissements.)

« Réfléchissez à l'impression que produira cette conduite sur l'esprit des masses de l'Est de l'Europe ! Ne vous demanderont-elles pas de quel droit vous prêtez votre argent à un despote irresponsable pour le mettre en état de perpétuer leur esclavage ? Et quelle réponse pourrez-vous leur donner ? Nous en touchons le 5 p. 0/0. » (Grande hilarité.) Mais il y a un autre fait que je désire faire entrer dans les esprits de ceux qui prêtent leur argent au tsar : c'est que nous autres, contribuables d'Angleterre, qui ne sommes pas de l'avis de ces usuriers, nous ne serons pas non plus d'avis de réclamer le payement de leur créance. (Ecoutez, écoutez.) Il est vaguement admis que si un gouvernement manquait dans le payement d'une dette aux créanciers anglais, notre puissance militaire devrait être employée pour l'y forcer. Eh bien, je dis à ceux qui prêtent leur argent au gouvernement russe dans l'idée de faire de notre gouvernement le receveur de leurs dettes, que nous ayons la force suffisante d'empêcher que notre ministre des affaires étrangères devienne un huissier de commerce. (Rires prolongés.) Je préviens donc ceux qui prêtent leur argent à ces gouvernements banqueroutiers, que nous, partisans de la paix ou contribuables d'Angleterre, sommes assez forts pour empêcher notre gouvernement d'envoyer, sur l'instance de ces usuriers, un seul bâtiment de guerre ou un seul diplomate pour réclamer le payement d'une aussi honteuse créance. Bien au contraire, je crois de tout mon cœur que le temps va venir, — et certainement il y a ici des gens qui vivront assez pour le voir, — où en voyant que pas un centime de cet emprunt russe n'est remboursé, l'opinion universelle de ce pays s'en réjouira (Hilarité prolongée.) — La motion de M. Cobden, après avoir été appuyée par plusieurs orateurs, est mise aux voix et accueillie par une acclamation unanime.

NOUVELLES.

Russie et Turquie.

Nous avons le regret d'être réduits à constater que les généreux efforts de M. Cobden pour empêcher les souscriptions à l'emprunt russe, ont été inutiles. L'écoulement des capitaux anglais continue de s'effectuer vers les coffres du tsar, qui, avec leur aide, se trouvera bientôt en état d'attaquer l'Angleterre, même en Orient, avec d'autant plus de succès.

— Rien de nouveau dans la situation de la Turquie. Les grandes réformes, qui seules pourraient la sauver, sont indéfiniment ajournées. Aussi, la Russie gagne-t-elle de plus en plus du terrain ; et l'Europe entière, frappée de vertige, attend, sans oser rien faire, que le retour du printemps déchaîne, avec la fonte des neiges, les avalanches tonnantes du Nord, qu'avec un peu de prévoyance il serait si facile d'arrêter.

Autriche et Hongrie.

Malgré ses emprunts, malgré ses banquiers, la prospérité commerciale de l'Autriche est en décroissance continue. Les provinces, livrées depuis si longtemps aux pillages d'une soldatesque effrénée, ont laissé tarir partout la source de l'impôt. Dans les villes, les plus riches manufactures, les banques les mieux assises, sont forcées de déposer leur bilan. La propriété foncière languit dans un état encore plus triste. Ici, faute de bras, là, faute d instruments aratoires, les terres les plus fertiles restent en friche, et souvent leurs propriétaires désespérés, les vendent pour une bagatelle. La convocation de la diète centrale autrichienne, si elle a lieu, déchaînera inévitablement une effroyable tempête.

— Rien n'égale les scènes de désolation et de misère dont la Hongrie et la Transylvanie sont devenues le théâtre. Partout des villages réduits en cendres, des bandes de mendiants haves et jaunes comme des spectres, des patrouilles de gendarmes, parcourant les campagnes dévastées, les seigneurs maghyars en terre slave ou roumaine, traqués comme des loups par les paysans aux gages de sous-préfets allemands, les hommes valides, réduits à se faire bandits dans les Puszty : voilà le fruit du triomphe des Austro-Russes. Aussi, cette atroce conduite de leurs vainqueurs a-t-elle enfin décidé, chez tous les maghyars influents qui ont survécu, un tardif mais ardent désir de se coaliser avec leurs concitoyens slaves, qui en retour, ne dissimulent plus à quel point ils préfèrent le Maghyar à l'Allemand.

— Les gazettes de Pest viennent de publier 44 condamnations nouvelles prononcées à Arad, et un certain nombre d'autres à Pest même, par les cours martiales de Haynau. Plusieurs de ces arrêts portaient la peine de mort par la poudre et le plomb, d'autres la mort par la corde, peines qui ont été commuées, les unes en 12, les autres en 16 ans de travaux forcés.

Cyprien ROBERT.

Montmartre. — Imp. Pilloy frères et Ce, boulevard Pigale, 48.